

Vers un Iran doté de l'arme nucléaire ?

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Il devient de plus en plus clair que l'Iran a fourvoyé les grandes puissances en glissant sur un toboggan de préalables contradictoires à la reprise des négociations sur l'accord des 5+1 sur le nucléaire iranien afin de gagner du temps, d'enrichir encore plus l'uranium et de se rapprocher de la détention d'une bombe atomique.

L'accord des 5 + 1 sur le nucléaire conclu en 2015 prévoyait de réduire le nombre de centrifugeuses de 19 000 à 5060; de cesser les activités de la centrale de Fordo et la production de plutonium et d'expédier à l'étranger l'uranium enrichi à plus de 3,67% ; garantir l'accès aux centrales nucléaires aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ne pas développer l'arme nucléaire. Les sanctions de l'ONU seraient annulées sitôt qu'il sera confirmé que l'Iran aura respecté ses engagements.

Dans les faits, l'Iran n'a pas exporté plus de 10 tonnes d'uranium enrichi, a développé un stock grandissant d'uranium enrichi à 60%, n'a pas permis de remplacer les caméras de surveillance défectueuses de l'AIEA, a entrepris des essais de missiles balistiques avancés et a réduit substantiellement le temps nécessaire pour développer la bombe.

Ni la carotte ni le bâton

Le président Biden a proposé une voie diplomatique pour rétablir l'accord des 5 + 1 sur le nucléaire conclu en 2015. Or, cet accord est caduc et pour cause : l'accord original reposait sur l'optimisme d'Obama de voir l'Iran embrasser le concert des nations civilisées et de ce fait, n'avait pas pris en considération le travail de sape systématique qui a plongé encore plus dans la ruine les pays dans lesquels l'Iran est intervenu : le Liban, la Syrie, l'Irak et le Yémen. L'Iran n'a pas marché à la carotte d'Obama.

L'Iran n'a pas marché non plus au bâton lorsque le président Trump a augmenté la pression des sanctions économiques. De fait, la souffrance de la population iranienne semble être le dernier souci du pouvoir iranien qui, avec les Gardiens de la Révolution, constitue un pouvoir parallèle qui s'est octroyé la part du lion des richesses économiques du pays.

Même ceux qui parmi les dirigeants américains espéraient réussir une ouverture envers l'Iran admettent publiquement leur déception à commencer par Robert Malley qui a été le principal conseiller pour l'accord des 5 +1 original et qui vient d'avouer qu'il faut se préparer à la réalité d'un Iran décidé et débridé en rapport à l'armement nucléaire.

Les ouvertures américaines en matière de réduction de la sévérité des sanctions tout comme le silence américain par rapport à l'enrichissement hors norme de l'uranium iranien, des restrictions apportées à la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique, des attaques iraniennes sur les installations pétrolières saoudiennes par l'intermédiaire des Houthis du Yémen et l'armement continu du Hezbollah au Liban n'ont ni modéré ni endigué les agissements iraniens.

Le secrétaire d'État américain Blinken commence à parler d'options alternatives à la diplomatie.

Les grandes puissances

L'Union européenne qui fit partie de l'accord des 5+1 a fait preuve d'inconscience et son ministre des Affaires étrangères Josep Borel a avoué ne pas avoir de plan B au cas où les négociations diplomatiques avec l'Iran échoueraient.

La Chine et la Russie ne sont pas mécontentes des déboires américains. Historiquement, ils ont permis à la Corée du Nord de se surarmer depuis les années 50 afin de contenir la puissance étatsunienne. Il n'est guère sûr que pour ces puissances, un voisin tel que la Corée du Nord nucléarisée constitue une situation désirable. Il en va de même avec l'Iran. Pourtant, c'est la Russie qui vend à l'Iran des armes et des installations nucléaires. En outre, si les puits de pétrole moyen-orientaux venaient à flamber, la Russie deviendrait

le principal fournisseur d'hydrocarbures au continent européen à un coût des plus prohibitifs.

L'effet des sanctions économiques est atténué par la Chine qui est le principal acheteur de pétrole iranien et qui a incorporé l'Iran dans la nouvelle route de la soie *One Belt One Road* et par la Russie qui fait miroiter à l'Iran l'inclusion dans l'Union économique eurasiennne. En effet, l'économie iranienne s'est contractée de 6% en 2018 et de 7% en 2019. La monnaie a perdu 85% de sa valeur depuis 2017 et le taux d'inflation annuel a atteint 45%. Néanmoins, le Fonds monétaire international prévoit une croissance économique de 3% en 2021.

Quelles sont les conséquences et les alternatives ?

En son temps, le président Sarkozy avait déclaré que la voie diplomatique était la meilleure alternative pour éviter d'avoir le choix « entre une bombe iranienne et bombarder l'Iran. » Devant les chances peu probables d'en arriver à un accord des 5 + 1 amélioré, il y a lieu d'envisager les conséquences prévisibles.

Si l'Iran détient la bombe, la crédibilité américaine déjà ébranlée par le retrait paniqué des forces américaines stationnées en Afghanistan en souffrira encore plus. L'Arabie saoudite qui a financé le développement de la bombe atomique pakistanaise et la Turquie voudront se doter d'armes nucléaires le plus rapidement possible. Le Moyen-Orient deviendra plus volatile et l'Iran n'en sera pas pour autant plus en sécurité.

En toute probabilité, l'Iran commencera à vouloir imposer ses conditions au Moyen-Orient, ce qui forcera les États-Unis ou même l'Europe à sanctionner plus durement encore l'Iran.

L'Europe qui bénéficie d'une protection nucléaire américaine aura besoin d'encre plus de protection. L'Accord des 5+1 original valable pour une durée de quinze ans a été conclu avec une puissance qui jure jour et nuit d'effacer l'État d'Israël de la carte. Ce fut une erreur monumentale. À la longue, une arme atomique entre les mains d'une théocratie n'épargnera personne.

Le président Rafsanjani qui fut considéré par les médias occidentaux être le plus modéré parmi les présidents de la République islamique d'Iran avait déclaré qu'une seule bombe atomique lancée sur Israël détruirait tout, mais la réciproque ne constituerait qu'une simple nuisance au monde musulman.

Sur le terrain

L'Iran met sur pied un grand nombre de flottilles d'avions sans pilotes par le biais desquels il pourra intervenir dans la majorité des installations pétrolières du Golfe, compte non tenu de plus de 130 000 missiles contrôlés par le Hezbollah libanais. Un rythme soutenu de 2000 attaques de missiles par jour à partir du Liban causerait des dégâts et des pertes humaines considérables. Le dôme de fer israélien ne suffirait pas et forcerait Israël à entreprendre des destructions massives des infrastructures libanaises.

Des cyberattaques en Iran de même que des attaques de convois d'armes passant par la Syrie et destinés au Hezbollah sont imputées à Israël. Ce pays envisage sérieusement de se préparer à une intervention militaire, de préférence en collaboration avec les états du Golfe et les États-Unis.

Les principaux sites souterrains parmi les deux douzaines de sites nucléaires iraniens sont particulièrement difficiles à détruire. Pour pouvoir les atteindre par voie aérienne, la complicité des pays du Golfe est requise. En cas d'attaque des sites nucléaires iraniens réussie, il faudra s'attendre à des conséquences fâcheuses dans l'ensemble de la région et des attentats terroristes dans le monde.

L'alternative serait l'entreprise d'opérations de sabotage en Iran même dont l'objectif serait de ralentir au maximum les avancées iraniennes et de consolider les atouts militaires en tenant compte de ce que dans son ensemble, la population iranienne ne tient pas à se couper de l'Occident. Il n'est guère sûr que l'obsession nucléaire du gouvernement soit populaire. Un soulèvement de la population iranienne contre la dictature des Mullahs pourrait mettre fin à une catastrophe en série.